



RÉSUMÉ

Bien qu'au cours des dernières décennies la participation des femmes à la vie active ait beaucoup progressé, d'autres améliorations se font toujours attendre, en ce qui concerne notamment leurs conditions de travail, la reconnaissance du travail non rémunéré des femmes, l'octroi d'un soutien pour la garde des enfants et l'élimination des pratiques et lois discriminatoires qui les empêchent d'accéder à la propriété et à l'héritage. En assurant aux femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, la possibilité d'avoir accès à un revenu et de le gérer, on se rapproche considérablement de la réalisation des droits des femmes. En outre, les droits des enfants sont généralement mieux respectés lorsque les femmes jouissent pleinement de leurs droits sociaux et économiques.

- Il est très fréquent que les femmes consacrent la majorité de leurs heures de travail à des tâches non rémunérées et aux activités ménagères, et qu'il leur reste moins de temps à consacrer à un emploi rémunéré. Même lorsqu'elles font partie de la population active et ont un emploi rémunéré, les femmes continuent d'assumer la plus grande partie des tâches domestiques.

- Lorsque les femmes travaillent à l'extérieur, elles gagnent, en moyenne, beaucoup moins que les hommes. Les femmes occupent aussi plus fréquemment des emplois précaires et mal payés, sans réelle sécurité financière, ne leur garantissant que peu ou pas d'avantages sociaux.
- Non seulement les femmes gagnent moins bien leur vie que les hommes, mais elles possèdent aussi moins de biens. Elles ont des salaires moins élevés et leur contrôle sur le revenu du ménage est plus restreint, ce qui les empêche souvent d'amasser un capital. Par ailleurs, des lois sexistes sur la propriété et l'héritage, ainsi que sur d'autres moyens d'acquérir des biens, exposent davantage les femmes et les enfants à la pauvreté.
- L'accès des femmes à des emplois rémunérés n'entraîne pas automatiquement des améliorations pour les enfants. D'autres facteurs ont des répercussions sur le bien-être des femmes et des enfants, par exemple, le nombre d'heures passées à travailler en dehors de la maison, les conditions d'emploi et la personne qui gère l'argent qu'elles gagnent.

- Dans nombre de pays, les structures d'accueil de bonne qualité pour les enfants sont toujours hors de portée des familles à revenu faible si l'État ne prend pas les dispositions nécessaires pour les subventionner. Les parents font alors souvent appel à la famille élargie ou aux enfants plus âgés – le plus souvent aux filles – pour garder les jeunes enfants pendant qu'ils travaillent, souvent aux dépens de l'éducation des aînés.
- Toute une série d'interventions seront nécessaires pour combattre les attitudes négatives à l'égard des femmes dans le monde du travail. Les gouvernements doivent adopter les mesures législatives, financières et administratives nécessaires pour créer un environnement favorable à l'esprit d'entreprise des femmes et à leur participation à la vie active. Il convient de promouvoir les politiques sociales qui combattent la discrimination sur le lieu de travail et qui permettent aux femmes et aux hommes de concilier carrière et responsabilités familiales. En ce qui concerne les enfants, la meilleure stratégie, pour que filles et garçons entrent sur un pied d'égalité dans la vie active, consiste à leur donner le même accès à l'éducation.

L'égalité face à l'emploi

L'étude de l'émancipation économique des femmes dévoile l'existence d'un immense potentiel, qui reste trop souvent inexploité. Ce n'est pas que les femmes ne travaillent pas – elles travaillent souvent de plus longues heures que les hommes – mais elles gagnent presque toujours moins bien leur vie en raison des postes qu'elles occupent, et possèdent moins de biens. Quoique, au cours des dernières décennies, la participation des femmes à la vie active ait beaucoup progressé, d'autres améliorations se font toujours attendre, en ce qui concerne notamment leurs conditions de travail, la reconnaissance du travail non rémunéré, l'octroi d'un soutien pour la garde des enfants et l'élimination des pratiques et lois discriminatoires qui les empêchent d'accéder à la propriété et à l'héritage.

La possibilité, pour les femmes comme pour les hommes, d'avoir accès à un revenu et de le gérer, est une étape importante vers la réalisation des droits des femmes inscrits dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Cela favorisera leur épanouissement, les aidera à avoir une image positive d'elles-mêmes et à jouer un rôle influent tant au sein de la famille que dans la société. En outre, les droits des enfants sont généralement mieux respectés lorsque les femmes jouissent pleinement de leurs droits sociaux et économiques.

Les décideurs prennent conscience du fait que les femmes ont un rôle économique important à jouer dans la lutte contre la pauvreté des enfants; les pays sont de plus en plus nombreux à faire bénéficier directement les mères de famille des dispositions qu'ils prennent en faveur de la réalisation des droits de l'enfant – telles que les allocations aux familles qui envoient leurs enfants à l'école. Partout dans le monde, beaucoup de familles vivent mieux parce que les femmes travaillent à l'extérieur – dans l'agriculture de subsistance ou dans de grandes exploitations où elles supervisent la production et la commercialisation, ou encore en usine et dans des bureaux. Tant dans les Caraïbes qu'en Afrique subsaha-

rienne, par exemple, les femmes produisent environ 80 pour cent de la nourriture consommée par la famille.¹

Les femmes travaillent plus que les hommes mais gagnent moins

Qu'elles vivent dans des pays industrialisés ou des pays en développement, en milieu rural ou urbain, les femmes travaillent en général de plus longues heures que les hommes. Bien que les données sur l'emploi du temps des hommes et des femmes soient fragmentaires, les enquêtes menées au cours des dernières années confirment la validité de cette observation pour l'ensemble des pays en développement. Selon Oxfam, les femmes travaillent entre 60 et 90 heures par semaine², et les études sur l'emploi du temps révèlent que dans un large éventail de pays en développement d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne, les femmes travaillent de plus longues heures que les hommes, et souvent nettement plus³ (voir Figure 3.1, page 38).

Les tâches non rémunérées à la maison ou pour la famille occupent la majorité du temps de nombreuses femmes, ce qui leur laisse beaucoup moins d'heures à consacrer à un emploi rémunéré. Des données réunies dans des zones urbaines de 15 pays d'Amérique latine montrent que les activités ménagères non rémunérées constituent la principale activité d'une femme sur quatre; le taux correspondant pour les hommes est de 1 sur 200.⁴

Même lorsqu'elles font partie de la population active et ont un emploi rémunéré, les femmes continuent d'assumer la plus grande partie des tâches domestiques. Une fois encore, cette observation est corroborée par des études réalisées dans des pays représentant l'ensemble des régions en développement. Au Mexique, par exemple, les femmes qui ont un emploi rémunéré s'occupent également de la maison et cette activité absorbe 33 heures par semaine de leur temps; la participation des hommes aux corvées ménagères n'est par

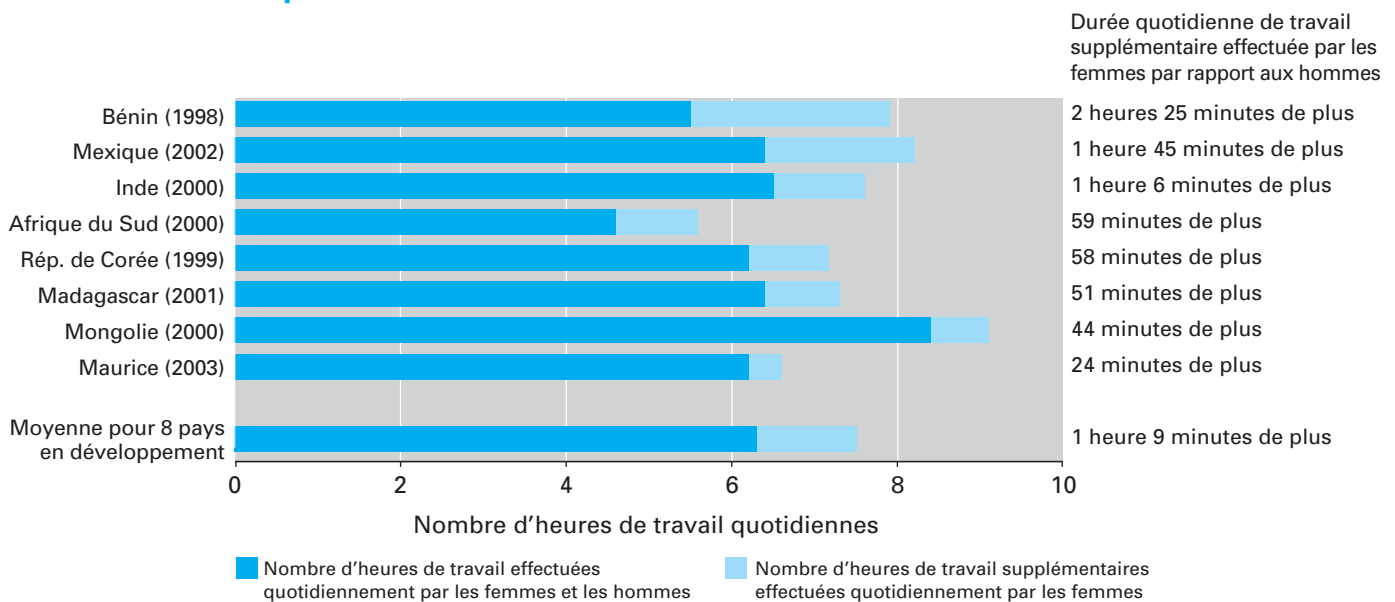


© UNICEF/H005-1079/Josh Estey

contre que de six heures par semaine⁵. Des études sur l'emploi du temps réalisées dans six États de l'Inde révèlent que les femmes consacrent habituellement 35 heures par semaine aux tâches ménagères et aux soins aux enfants, aux malades et aux personnes âgées, contre quatre heures par semaine pour les hommes⁶.

La répartition des tâches ménagères n'est pas très différente dans les pays industrialisés. Bien que les disparités ne soient pas aussi marquées que dans les pays en développement, les femmes des pays plus riches consacrent aussi beaucoup plus de temps que les hommes à des tâches non rémunérées⁷.

Figure 3.1 Partout dans le monde en développement, les femmes travaillent de plus longues heures que les hommes*



* Il est important de noter que ces données représentent des moyennes dans chaque pays et reflètent des taux de chômage élevés. Dans certains cas, les femmes travaillent plus de 12 heures par jour.

Source : Calculs de l'UNICEF sur la base de données extraites du *Rapport mondial sur le développement humain 2006, Beyond Scarcity: Power, poverty and the global water crisis*, publié par le Programme des Nations Unies pour le développement, Oxford University Press pour le PNUD, New York, 2006, p. 379.

Malgré le temps limité que les femmes consacrent à leur emploi rémunéré et leur contribution cruciale au fonctionnement du foyer, on considère généralement que les femmes doivent contribuer comme les hommes au revenu de la famille. Selon l'Enquête sur les valeurs dans le monde, quand on demande si les deux conjoints doivent contribuer au revenu du ménage, la majorité des personnes interrogées répondent par l'affirmative – avec un taux de 90 pour cent en moyenne de réponses positives dans les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique, d'Amérique latine, d'Afrique subsaharienne et dans les économies en transition, et de plus des deux tiers au Moyen-Orient et en Asie du Sud⁸.

Peut-être ces attitudes ont-elles contribué à l'augmentation régulière du nombre de femmes sur le marché du travail au cours des deux dernières décennies. En 2005, les femmes représentaient environ 40 pour cent de la population économiquement active de la planète⁹. Les tendances concernant les taux de participation varient toutefois profondément entre les régions, avec des taux d'activité économique des femmes beaucoup plus élevés en Asie de l'Est et dans le Pacifique (68,9 pour cent), en Afrique subsaharienne (62,3 pour cent) et en ECO/CEI (57,5 pour cent) que partout ailleurs. À peine plus d'un tiers des femmes des États arabes, et moins de la moitié des femmes d'Amérique latine et d'Asie du Sud font partie de la population active¹⁰.

L'indicateur d'activité économique par rapport à la parité (défini ici comme étant le taux d'activité

économique des femmes en pourcentage du taux d'activité des hommes) est un outil statistique qui décrit mieux les variations régionales qui caractérisent l'activité économique des femmes en dehors du foyer. Dans les pays les moins avancés, en ECO/CEI, en Asie de l'Est et dans le Pacifique, en Afrique subsaharienne et dans les États membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'indice de parité dépasse les 70 pour cent. Cependant, il tombe à 52 pour cent en Amérique latine et en Asie du Sud, et il est inférieur à 50 pour cent dans les États arabes¹¹.

L'écart des revenus et salaires

Non seulement les femmes consacrent moins de temps que les hommes à leur carrière, mais quand elles travaillent en dehors de la maison, leur revenu moyen est également beaucoup plus faible. Bien que les statistiques ventilées par sexe sur les salaires nominaux soient rares, les données disponibles révèlent que, dans toutes les régions, les salaires nominaux des femmes sont inférieurs de 20 pour cent environ à ceux des hommes. Néanmoins, si on constate des écarts un peu partout dans le monde, ceux-ci peuvent varier considérablement et même être inversés. Au Brésil, par exemple, les femmes de moins de 25 ans ont un salaire horaire moyen plus élevé que les hommes de la même tranche d'âge¹².

Une grande partie du travail des femmes est sous-payé, elles occupent souvent des emplois subalternes et gagnent moins que les hommes.



© UNICEF/HQ06:1263/Roger LeVoyne

Par conséquent, le revenu moyen du travail des femmes est beaucoup plus faible que celui des hommes (voir Figure 3.3, page 41). Les estimations fondées sur les écarts de salaires et la participation à la vie active indiquent que le revenu du travail des femmes représente 30 pour cent environ de celui des hommes dans les pays étudiés du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, près de 40 pour cent en Amérique latine et en Asie du Sud, 50 pour cent en Afrique subsaharienne et 60 pour cent environ en ECO/CEI, en Asie de l'Est et dans les pays industrialisés¹³. Comme le montre le Chapitre 2, les ressources qui sont entre les mains des femmes profitent aux enfants. Les écarts de revenus entre les hommes et les femmes peuvent donc faire baisser ou limiter les ressources qui permettraient de faire respecter les droits de l'enfant, comme le droit aux soins médicaux, à une nutrition adéquate et à l'éducation.

Lorsque les deux parents travaillent à l'extérieur et qu'aucun système adéquat de soutien social n'est en place, les droits de l'enfant à l'éducation, au jeu et aux loisirs, aux soins médicaux et à la protection, sont compromis. L'effet de substitution mère-fille est un exemple de ces répercussions négatives. Lorsque les mères acceptent un emploi rémunéré à l'extérieur, ce sont les enfants, en particulier les filles, qui endossent les responsabilités familiales, et qui s'occupent de la maison et de leurs frères et sœurs, souvent aux

dépens de leur propre éducation¹⁴. Cela montre à quel point il est important que les deux parents assument leurs responsabilités et s'occupent de leurs enfants, qu'ils travaillent ou non à l'extérieur (voir Encadré, page 41).

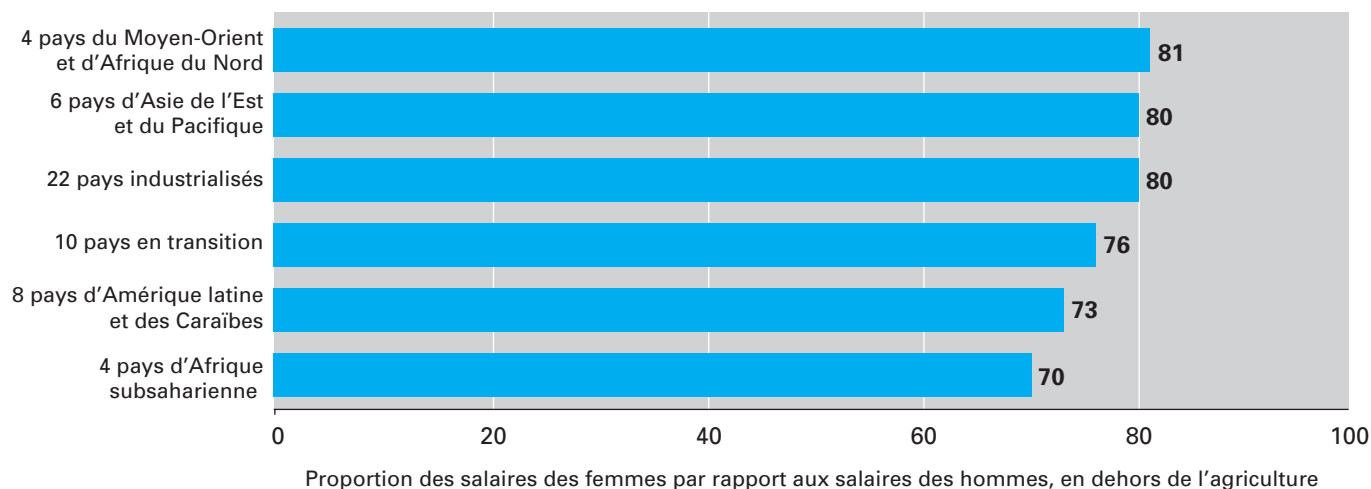
Les écarts en termes de biens

Non seulement les femmes gagnent moins bien leur vie que les hommes, mais elles possèdent aussi moins de biens. Elles ont des salaires moins élevés et leur contrôle sur le revenu du ménage est plus restreint, ce qui les empêche souvent d'accumuler un capital. Mais ce ne sont pas les seules raisons. Des lois sexistes sur la propriété et l'héritage, ainsi que sur d'autres moyens d'acquérir des biens – même les programmes de distribution des terres appartenant à l'État – exposent davantage les femmes et les enfants à la pauvreté¹⁵.

Les conséquences de cette exclusion peuvent être encore plus directes, en particulier lors de la dissolution d'un mariage ou du décès d'un conjoint. Les veuves, à qui l'on refuse le droit d'être propriétaires de la maison ou du terrain familial à la mort de leur conjoint, ou les femmes divorcées qui sont expulsées du domicile de leur mari, risquent fort de se retrouver en marge de la société et elles se heurtent à des difficultés énormes pour protéger le niveau de vie et la santé de leur famille¹⁶.

Bien que les statistiques sur les écarts en termes de biens soient encore plus rares que les données

Figure 3.2 Les salaires nominaux des femmes sont considérablement plus bas que ceux des hommes*



* Les calculs de l'UNICEF relatifs aux **pays en développement** comprennent les pays et territoires des groupes régionaux suivants : *Moyen-Orient et Afrique du Nord* : Bahreïn, Égypte, Jordanie, Territoire palestinien occupé. *Asie de l'Est et Pacifique* : Malaisie, Myanmar, Philippines, République de Corée, Singapour, Thaïlande. *Pays en transition* : Bulgarie, Croatie, Georgie, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, République tchèque, Roumanie, Turquie, Ukraine. *Amérique latine et Caraïbes* : Brésil, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou. *Afrique subsaharienne* : Botswana, Érythrée, Kenya, Swaziland.

Pays industrialisés : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Japon, Luxembourg, Malte, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse.

Source : Organisation internationale du Travail, base de données LABORSTA, <<http://laborsta.ilo.org>>, consultée en mars 2006.

Les filles risquent-elles de manquer l'école quand les femmes travaillent ?

Bien que les femmes soient de plus en plus nombreuses à entrer dans la vie active, cela ne se traduit pas toujours par une amélioration du bien-être des enfants. Comme les mères qui travaillent doivent se faire remplacer à la maison, de nombreux enfants – le plus souvent des filles – risquent de ne pas être envoyés à l'école ou de devoir abandonner leurs études pour s'occuper de leurs frères et sœurs plus jeunes et pour tenir la maison. Les droits universellement reconnus de l'enfant de se livrer au jeu, d'avoir accès à l'éducation et d'être élevé par ses deux

parents sont menacés, ce qui a des conséquences négatives pour le bien-être et l'avenir économique des enfants. Ces tendances ont été constatées dans de nombreux pays en développement. Une enquête réalisée récemment au Népal révèle que les filles aînées sont les premières à être retirées de l'école pour aider leurs mères qui travaillent à s'occuper de leurs frères et sœurs plus jeunes et pour assumer les responsabilités du ménage. En République-Unie de Tanzanie, en l'absence de garderies, les parents sont obligés d'emmener leurs

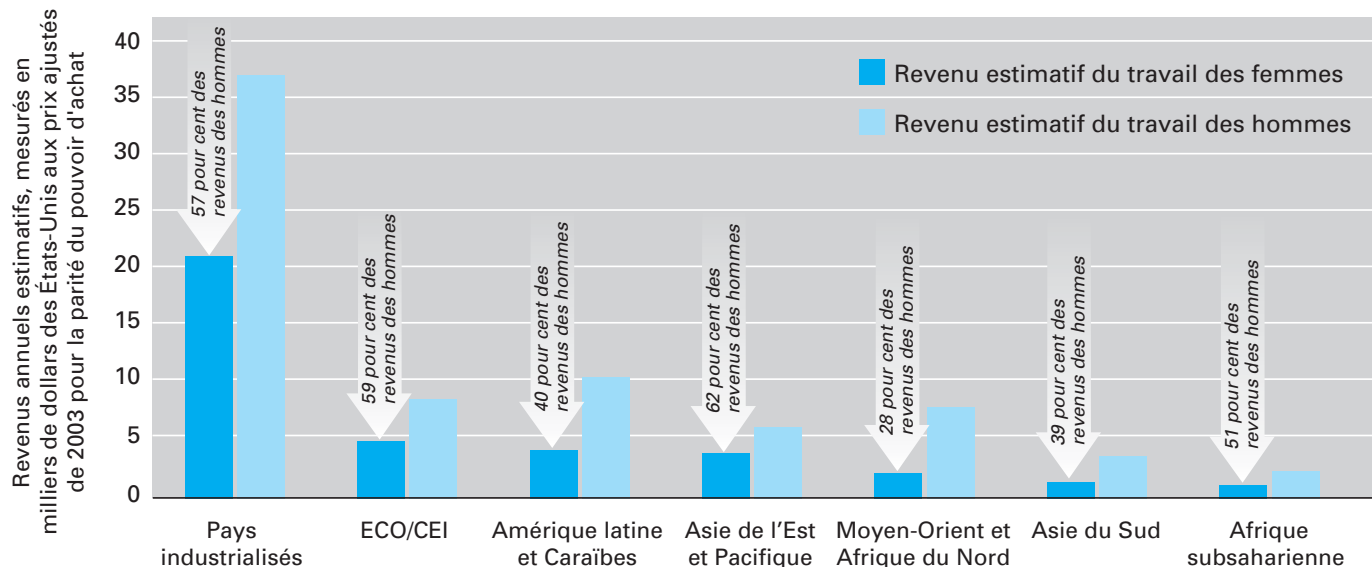
enfants au travail ou de les confier à leurs frères et sœurs plus âgés. La progression de l'emploi des femmes au Pérou oblige les enfants, en particulier les filles, à consacrer plus de leur temps aux tâches ménagères. De même, dans les pays d'Asie du Sud-Est, comme les mères sont de plus en plus nombreuses à travailler à l'extérieur, c'est aux enfants plus âgés, aux tantes et aux grand-mères qu'incombe la responsabilité d'élever les jeunes enfants dans les régions rurales.

Voir Références, page 88.

sur les disparités salariales, il apparaît que la discrimination est comparable dans l'ensemble du monde en développement. Une étude portant sur cinq pays d'Amérique latine indique que, comparés aux hommes, les femmes ne possèdent qu'une fraction des terres (voir Figure 3.4, page 42)¹⁷. Dans les autres régions pour lesquelles des données sont disponibles, les inégalités sont du même ordre. Au Cameroun, par exemple, les femmes qui accomplissent plus de 75 pour cent

des travaux agricoles, ne sont pourtant propriétaires que de moins de 10 pour cent des terres. Des disparités comparables ont été notées au Kenya, au Nigéria, en République-Unie de Tanzanie et dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne¹⁸. Au Pakistan, les études montrent que, dans un échantillon de plusieurs villages, les femmes possédaient moins de 3 pour cent des terres, bien que le droit à l'héritage de biens fonciers soit reconnu dans la plupart des villages¹⁹.

Figure 3.3 Les estimations des revenus des femmes sont considérablement plus faibles que les estimations des revenus des hommes



* Les revenus estimatifs sont définis comme le produit intérieur brut par habitant (mesurés en dollars E.-U. aux prix ajustés de 2003 pour la parité du pouvoir d'achat) ajusté pour les disparités de salaires entre hommes et femmes.

Source : Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport mondial sur le développement humain 2005 - La coopération internationale à la croisée des chemins, l'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités*, Oxford University Press pour le PNUD, New York, Tableau 25, pp. 311-314.

Lorsque les femmes possèdent des biens, leur avis compte davantage dans les prises de décision au sein du foyer. Par exemple, dans les ménages ruraux du Bangladesh, quand la part des biens qui appartenaient aux femmes avant le mariage est plus importante que celle de leur conjoint, les femmes ont plus d'influence sur les prises de décision et les taux de morbidité de leurs filles fléchissent²⁰.

Les avantages de la propriété vont au-delà de la dynamique du pouvoir au sein de la famille; ils ont aussi des répercussions positives sur la productivité et la croissance, en particulier dans l'agriculture. Lorsque les femmes participent plus activement à la planification et à la gestion des terres et des exploitations agricoles, la productivité agricole s'améliore. Selon une étude menée par l'International Food Policy Research Institute, si les inégalités entre les sexes diminuaient au Burkina Faso, et si les agriculteurs et les agricultrices avaient le même accès aux intrants agricoles et à une éducation de qualité, la productivité agricole pourrait augmenter jusqu'à 20 pour cent²¹. Une étude précédente menée auprès d'agricultrices du Kenya montrait que le rendement des cultures pourrait augmenter de 24 pour cent si toutes les agricultrices avaient accès à l'éducation primaire²². Une autre enquête réalisée au Bangladesh a permis d'arriver à la même conclusion : l'octroi de ressources spécifiques aux femmes, par exemple des variétés de

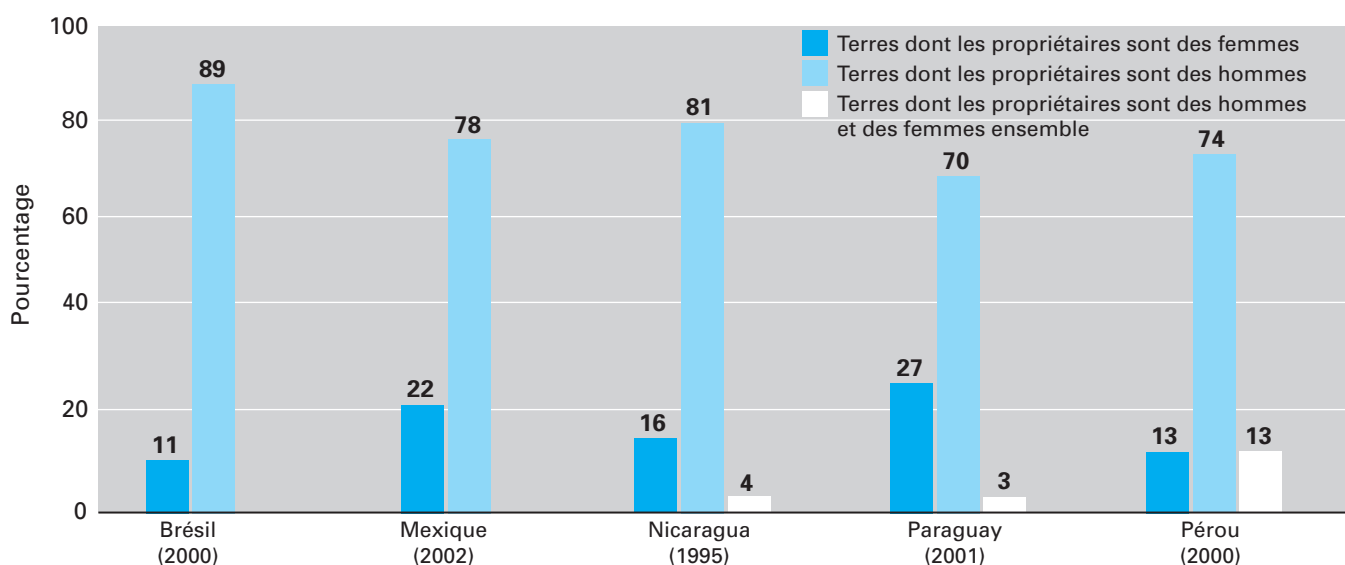
semences potagères à haut rendement et l'accès à des technologies de polyculture du poisson dans des étangs loués à des groupes de femmes défavorisées, a davantage d'impact sur la réduction de la pauvreté que la diffusion non ciblée de technologies, qui risque de profiter aux hommes et aux ménages plus aisés²³.

En renforçant le pouvoir d'action des femmes grâce à d'autres types d'investissements, on peut également influencer de manière positive sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Plusieurs études indiquent que la formation professionnelle et l'accès des femmes aux nouvelles technologies favorisent leur mobilité et renforcent leur maîtrise des ressources, encouragent l'émergence d'une conscience politique et limitent les cas de violence dans la famille²⁴.

Lorsque le travail des femmes compte pour les enfants

La participation des femmes à la vie active peut avoir des avantages pour les enfants, car elle permet souvent aux femmes d'accéder plus largement aux ressources économiques et de mieux les maîtriser. Cependant l'accès des femmes à des emplois rémunérés n'est pas toujours synonyme d'améliorations pour les enfants. D'autres facteurs ont un impact sur le bien-être des femmes et des enfants : le nombre d'heures passées à travailler en dehors de la maison, par exemple, ou

Figure 3.4 Écarts notables entre les hommes et les femmes en termes de propriété foncière en Amérique latine



Note : Les données n'étaient pas disponibles pour les titres de propriétés appartenant conjointement à des femmes et des hommes au Brésil et au Mexique. Les totaux ne représentent pas nécessairement 100 pour cent car les chiffres ont été arrondis.

Source : Grown, Caren, Geeta Rao Gupta et Aslihan Kes, *Taking Action: Achieving gender equality and empowering women*, Groupe de travail sur l'éducation et l'égalité des sexes du Projet du Millénaire (ONU), Earthscan, London/Virginia, 2005, p.78.



© UNICEF/H005-1213/Roger LeMoigne

les conditions d'emploi ou la personne qui gère l'argent qu'elles gagnent.

L'emploi des femmes dans le secteur non structuré et son impact sur les enfants

La participation accrue des femmes à la vie active ne s'est pas toujours accompagnée d'une amélioration équivalente de leurs conditions de travail ou de la sécurité de l'emploi. Les femmes ont souvent des emplois précaires et mal payés, sans réelle sécurité financière, ne leur garantissant que peu ou pas d'avantages sociaux. Avec l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail, les emplois informels et qui ne respectent pas les normes ont proliféré. Dans les pays en développement, mis à part l'agriculture, la majorité des femmes travaillent dans le secteur non structuré. Comparées aux hommes, elles sont plus souvent à leur compte, ou travaillent comme employées de maison, ou personnel temporaire dans l'industrie, ou sans rémunération dans l'entreprise familiale²⁵.

De par sa nature même, le travail informel n'apparaît que partiellement dans les statistiques nationales puisqu'il n'est pas systématiquement déclaré. La collecte d'informations générales et précises sur le secteur non structuré reste problématique en raison de la diversité des activités, des structures organisationnelles et des modes de fonctionnement²⁶.

Dans pratiquement toutes les régions en développement, 60 pour cent au moins des femmes qui ne travaillent pas dans l'agriculture exercent des activités dans le secteur non structuré.

L'exception est l'Afrique du Nord, où la participation des femmes au secteur non structuré est de 43 pour cent. De toutes les régions en développement, l'Afrique subsaharienne est celle qui affiche le taux le plus élevé d'emplois féminins dans le secteur non structuré (84 pour cent)²⁷. Au niveau des pays en développement, les écarts sont profonds entre les régions (voir Figure 3.5, page 44).

Dans le secteur non structuré, les femmes travaillent souvent dans de mauvaises conditions, elles sont astreintes à de longues heures de présence, quand elles ne doivent pas faire des heures supplémentaires au pied levé. La précarité de l'emploi et l'absence de couverture sociale, telle que les congés de maladie payés et les garderies d'enfants, exposent les femmes et leurs enfants à la pauvreté²⁸. Quand les mères sont démunies, travaillent de longues heures dans le secteur informel, sont sous-payées et ont un horaire rigide, et quand par ailleurs elles ne disposent pas à leur gré de leur revenu et ne peuvent pas faire garder leurs enfants, la santé et la croissance de ces derniers sont menacées²⁹. De telles conditions sont fréquentes dans le secteur informel ou chez les femmes qui occupent des emplois faiblement rémunérés dans le secteur structuré. Au cours des dernières années, le sort des domestiques a fait l'objet d'un examen approfondi. La majorité des employés de maison sont des femmes, pour la plupart non déclarées. Lorsque les mères engagées par des familles élèvent les enfants de leurs employeurs, on se trouve devant un dilemme : la sécurité quotidienne des enfants de l'employeur dépend d'une employée qui doit se séparer de ses propres enfants pour travailler³⁰.

La crise de la garde des enfants dans le secteur structuré

La participation accrue des femmes à la vie active remet en question le modèle traditionnel dans le cadre duquel les hommes ont un emploi rémunéré et les femmes s'occupent des tâches non rémunérées au foyer. Un nouveau modèle prévaut dans de nombreux pays, tels que les pays à revenu élevé de l'OCDE, les économies en transition et les nations à croissance rapide d'Asie de l'Est, dans lesquels les femmes, tout comme les hommes, ont un emploi rémunéré³¹. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, par exemple, deux familles sur trois ont un double salaire aujourd'hui³². Dans la Fédération de Russie, dans 52 pour cent des ménages qui ont de jeunes enfants, tous les adultes âgés de 25 à 55 ans travaillent. Au Vietnam, le taux correspondant est de 88 pour cent³³. Mais même si ce nouveau modèle d'activités rémunératrices dans les foyers s'impose progressivement, on s'attend toujours à ce que les femmes assument la majorité des tâches ménagères et des soins aux enfants. Ainsi, en l'absence d'une participation plus active des hommes aux travaux ménagers et à l'éducation des enfants, il devient de plus en plus difficile pour les mères qui travaillent de concilier vie professionnelle et responsabilités familiales³⁴.

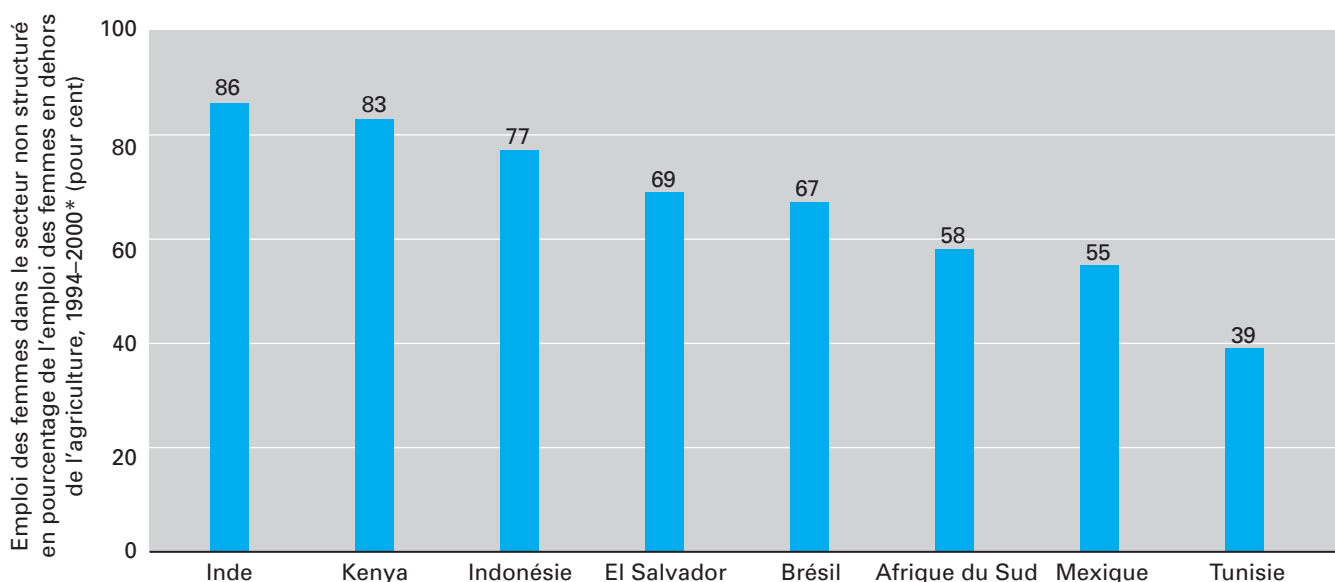
Les femmes qui travaillent dans le secteur structuré tendent à avoir des carrières plus courtes que les hommes du même âge car elles doivent parfois arrêter de travailler à plein temps pen-

dant un certain temps³⁵. De nombreuses femmes vivant dans des pays à revenu élevé et modéré quittent leur emploi ou travaillent à temps partiel pour élever leurs enfants – généralement entre l'âge de 25 et 35 ans – pour reprendre par la suite un emploi à plein temps. Dans l'Union européenne, près de la moitié des mères qui travaillent et qui ont un enfant de six ans ou plus jeune, travaillent à temps partiel³⁶. Ces absences temporaires du travail à plein temps se traduisent souvent par des salaires inférieurs et des promotions moins fréquentes. Par ailleurs, en raison de leurs engagements familiaux, les mères de famille sont parfois obligées de refuser les postes qui exigent de longues heures de travail, des déplacements ou même un déménagement³⁷.

En l'absence de politique de soutien aux mères qui travaillent, la grossesse et la maternité risquent d'interrompre la carrière des femmes et de limiter de manière permanente leur capacité de gain. Les recherches indiquent que les mères qui ont un emploi rémunéré gagnent souvent encore moins bien leur vie que les autres femmes actives. Une enquête récente a révélé que dans plusieurs pays industrialisés, le fait d'avoir un enfant pouvait entraîner une « pénalité » représentant de 6 à 7 pour cent du revenu de la mère; pour deux enfants, cette sanction pécuniaire pouvait atteindre 13 pour cent³⁸.

Bien que toutes les études démontrent que des soins parentaux de qualité sont essentiels pour le

Figure 3.5 De nombreuses femmes du monde en développement travaillent dans le secteur non structuré



* Les données portent sur l'année disponible la plus récente pendant la période spécifiée.

Source : Secteur de l'emploi, Bureau international du Travail, *Women and Men in the Informal Economy: A statistical picture*, Organisation internationale du Travail, Genève, 2002, p. 19.

développement de l'enfant et que ses premières expériences déterminent son bien-être futur³⁹, les familles dont les deux parents travaillent éprouvent souvent bien des difficultés à concilier exigences professionnelles et soins aux enfants.

Les parents qui travaillent ont souvent moins de temps à consacrer à leurs enfants. Une étude réalisée au Royaume-Uni montre que, dans ce pays, les parents travaillent plus longtemps qu'avant ou se font de plus en plus accaparer par leur travail⁴⁰. Les longues heures de travail peuvent poser un problème aux familles à revenu faible et cependant la plupart des employeurs n'envisagent pas de proposer des horaires souples aux salariés du bas de l'échelle⁴¹. Plus des deux tiers des parents disposant de faibles revenus interrogés lors d'une enquête menée récemment aux États-Unis ont déclaré avoir au moins un enfant souffrant d'un problème de santé chronique ou d'apprentissage nécessitant un soutien particulier, et ne pas pouvoir passer du temps avec leur famille sans compromettre leur gagne-pain⁴².

L'absence de garderies d'un prix abordable et de qualité vient encore compliquer les choses. Les enfants qui sont élevés dans des conditions de sécurité, dans un milieu stable et stimulant, qui les incite à l'apprentissage, sont meilleurs en calcul, assimilent plus facilement, sont plus éveillés et ont moins de problèmes de comportement que les enfants moins bien entourés⁴³.

Dans de nombreux pays, sans mesures ou subventions de l'État, les familles économiquement faibles n'ont pas les moyens de faire garder leurs enfants dans de bonnes conditions. Dans d'autres pays, les garderies de qualité sont chères même pour les familles de la classe moyenne⁴⁴. Les parents font alors appel aux membres de la famille élargie pour s'occuper de leurs enfants pendant qu'ils travaillent. Des études réalisées en Chine et dans l'ouest de Java (Indonésie), par exemple, montrent que les grand-mères, en particulier, jouent un rôle actif dans l'éducation des enfants quand les mères sont au travail⁴⁵.

Lorsque les familles ont accès à des garderies de qualité et d'un prix abordable, il est plus probable que les mères entreront dans la vie active. Dans les quartiers défavorisés de Rio de Janeiro (Brésil), l'accès à des garderies publiques permet aux mères de famille de travailler à l'extérieur et d'accepter des emplois à plein temps ou à mi-temps. C'est également le cas dans la Fédération de Russie, où la création de crèches subventionnées permet aux mères d'entrer dans la vie active et d'arrondir leur revenu et celui du ménage. Au Kenya, il a été démontré qu'il y avait une corré-

lation positive entre la réduction des frais de garde des enfants et l'augmentation des salaires des mères⁴⁶.

Certains pays – en particulier les pays scandinaves dans lesquels l'égalité des sexes, telle qu'est mesurée dans l'indicateur de la participation des femmes (IPF), est mieux respectée (*voir Chapitre 1, page 8*) – ont réussi à créer d'excellentes garderies d'enfants à des prix abordables. On peut citer en exemple la Suède, où les municipalités proposent diverses solutions : des crèches et des jardins d'enfants publics, un système réglementé de garde d'enfants à domicile financé par le secteur public ou des centres privés subventionnés par l'État dont le coût est aligné sur le revenu des parents⁴⁷. Les Pays-Bas ont adopté une loi sur la garde des enfants (entrée en vigueur en janvier 2005) aux termes de laquelle les parents, les employeurs et le gouvernement se partagent la responsabilité des frais de garde-rie. Le gouvernement verse des subventions directement aux parents qui choisissent alors la crèche qui leur convient. Les employeurs versent un sixième du coût de la garde des enfants par employé, tandis que les autorités locales se portent garantes de la qualité des services et réglementent les établissements⁴⁸.

Dans plusieurs pays industrialisés, les grandes entreprises ont adopté diverses initiatives de soutien à la famille : congés parentaux, primes de maternité, interruptions de carrière, horaires à la carte, dispositions pour la garde des enfants et programmes de partage des tâches (*voir Encadré, page 46*)⁴⁹. Les employeurs y trouvent leur compte autant que les employés. En effet, les parents et les employeurs s'accordent pour reconnaître que quand les horaires sont souples, les parents arrivent mieux à concilier leur carrière avec leur vie de famille, car ils peuvent répondre aux besoins de leurs enfants sur le plan de la santé et de l'éducation⁵⁰.

Femmes qui émigrent pour le travail : conséquences pour leurs enfants

De par le monde, entre 185 millions et 192 millions de migrants vivent en dehors de leur pays d'origine et près de la moitié d'entre eux sont des femmes⁵¹. Si la migration des femmes peut avoir des avantages, elle engendre aussi de nouveaux problèmes au niveau des individus et des familles⁵². L'un de ces risques est la séparation, car l'immigration oblige parfois les parents à laisser leurs enfants derrière eux. Aux Philippines, par exemple, entre 3 et 6 millions d'enfants (soit de 10 à 20 pour cent de tous les enfants âgés de moins de 18 ans) n'ont pas pu suivre leurs parents partis travailler à l'étranger⁵³.

Les données réunies aux Philippines, ainsi que les études réalisées en Indonésie et Thaïlande, permettent de penser que, comparés aux enfants des non-migrants, les enfants de familles migrantes ne constituent pas nécessairement un groupe par-

ticulièrement désavantagé en termes de revenus ou d'accès aux services de base, tels que la santé et l'éducation. Les migrations sont souvent en effet un moyen efficace pour les ménages de lutter contre la pauvreté, et les familles élargies

Les effets positifs de conditions de travail adaptées à la situation familiale dans les pays industrialisés

Tout au long de la décennie qui a suivi la Conférence internationale sur la population et le développement qui s'est déroulée au Caire en 1994, et de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes organisée à Beijing l'année suivante, de nombreuses initiatives axées sur la famille et visant à favoriser l'égalité des sexes et à permettre aux parents de concilier travail et famille ont vu le jour. Cet intérêt accru pour la famille est né d'une évidence : les familles dont les deux parents travaillent ont besoin de soutien et, sans aide, l'égalité des sexes sur le lieu de travail ne peut pas être garantie. Dans plusieurs pays industrialisés, le soutien du secteur privé et du secteur public aux familles qui travaillent, et en particulier aux femmes qui ont de jeunes enfants, se compose d'un large éventail d'initiatives : horaires souples, télétravail ou travail à domicile, congés parentaux, soins médicaux aux enfants malades et dispositions pour la garde des enfants. En l'absence de garderies, le travail à temps partiel peut aider les parents à faire coïncider leur travail et leur vie de famille.

Certaines entreprises ont commencé à mettre en œuvre des initiatives axées sur la famille. En Australie, en plus des horaires souples, 35 pour cent des conventions collectives des grandes entreprises et 8 pour cent des petites entreprises comprennent au moins une disposition en faveur de la famille. BMW, le constructeur allemand d'automobiles, verse des allocations familiales à ses employés pour l'achat, par exemple, de poussettes, de vêtements d'enfants ou d'appareils auditifs pour les personnes âgées de la famille. L'entreprise fournit également des crèches et un soutien financier pour la garde des enfants.

Les initiatives axées sur la famille profitent tant aux entreprises qu'aux employés. Des études effectuées au Canada, en Finlande, au Royaume-Uni et en Suède montrent que dans les entreprises qui ont adopté des mesures en faveur de la famille, la rotation du personnel est plus réduite, les coûts liés au recrutement, à la formation, et à l'absentéisme diminuent, et les mères reprennent plus souvent leur emploi après un congé de maternité. Selon les estimations, les mesures favorables à la famille rapporteraient près de 8 pour cent aux entreprises. L'AMP, une grande société australienne de gestion du patrimoine, estime que son investissement dans une politique familiale sur le lieu de travail a rapporté plus de 400 pour cent, surtout grâce à la reprise du travail après un congé de maternité. Cependant, des études plus approfondies révèlent que les mesures favorables à la famille comme les congés parentaux, les subventions pour la garde des enfants ou ces deux avantages sociaux combinés, s'adressent plutôt aux employés bien rémunérés plutôt qu'aux salariés du bas de l'échelle. Les mères de familles qui touchent de petits salaires, travaillent dans des conditions difficiles, reçoivent peu de compensations et n'ont pas accès aux services de garderie ont grand besoin de mesures de ce type. Dans les pays industrialisés, les politiques familiales ne sont pas uniformes. Dans certains pays, les parents peuvent prendre jusqu'à trois ans de congé avec une certaine compensation financière, tandis que dans d'autres pays, le congé est limité à la période qui précède et qui suit immédiatement l'accouchement. Dans les pays scandinaves, le congé parental, assorti de la protection de l'emploi et d'un taux de

compensation relativement élevé, fait partie intégrante du modèle de politique familiale. En Suède, par exemple, les familles qui travaillent ont droit à 12 mois de congé parental payé, à répartir entre les parents comme ils le souhaitent, à condition qu'un seul parent soit en congé quelle que soit la période considérée. Les mères ayant le droit, en Suède, de travailler à temps partiel jusqu'à ce que les enfants entrent à l'école, on constate que, dans les familles où les deux parents ont un revenu, près de la moitié des mères de familles travaillent moins de 35 heures par semaine. Si certains pays encouragent les pères à prendre un congé temporaire pour s'occuper de leurs nouveau-nés, la plupart des pays continuent à accepter la division traditionnelle du travail selon laquelle ce sont les femmes qui restent à la maison.

En l'absence de collecte systématique des données, il est difficile d'évaluer l'efficacité des initiatives favorables à la famille (par ex. dans quelle mesure elles permettent aux parents de trouver un équilibre entre leur travail et leur vie familiale). Elles semblent positives mais deux problèmes perdurent, même lorsque la famille est protégée par l'entreprise. Tout d'abord, les mères qui travaillent assument toujours la responsabilité principale des enfants, sont souvent obligées d'interrompre leur carrière et cumuleront toute leur vie les travaux ménagers et leur vie professionnelle. Deuxièmement, le modèle actuel de politique familiale exclut fréquemment les petits salariés sans qualifications, en particulier les mères qui travaillent, en favorisant plutôt les employés mieux payés.

Voir Références, page 88.

aident à combler le vide laissé par les parents absents⁵⁴. Les fonds envoyés par les parents qui auront migré sont souvent une source importante de revenus pour les familles restées au pays⁵⁵.

La migration améliore le statut des femmes et l'image qu'elles se font d'elles-mêmes dans la mesure où elles peuvent jouer un rôle important en envoyant des fonds à leur famille et à leur communauté⁵⁶. Plusieurs études universitaires ont révélé une amélioration de la scolarisation et de l'accès des enfants aux services de santé dans les familles dont les parents travaillent à l'étranger⁵⁷.

Bien que les fonds envoyés par les travailleurs migrants puissent améliorer considérablement le revenu du ménage, la migration de l'un ou des deux parents peut avoir des conséquences négatives sur les enfants, en mettant en danger leur développement et leur bien-être⁵⁸. Des recherches effectuées en Équateur, au Mexique et aux Philippines indiquent que les enfants dont les parents ont émigré souffrent parfois de problèmes psychologiques⁵⁹. Aux Philippines, les enfants dont la mère a émigré affirment ressentir de la colère, se sentir seuls et avoir peur⁶⁰. Dans d'autres pays, les risques que les enfants soient victimes de violences ou de la traite augmentent quand la famille élargie ou des amis ont la garde des enfants que les parents n'ont pas pu emmener avec eux – des risques que les études réalisées en Albanie et en République de Moldova soulignent particulièrement⁶¹.

Les « migrations involontaires » représentent également des risques particulièrement graves pour les enfants. Les enfants réfugiés et déplacés à l'intérieur de leur propre pays sont particulièrement menacés⁶². Il arrive qu'ils soient séparés de leurs familles, qu'ils se retrouvent sans domicile et vivent dans des conditions misérables qui compromettent leur santé et leur éducation⁶³.

Les femmes et les jeunes filles qui ont émigré sont particulièrement exposées à la violence et à l'exploitation. Comme elles acceptent fréquemment des emplois subalternes, travail de ménage par exemple, les femmes migrantes doivent souvent faire face à de graves violations de leurs droits fondamentaux⁶⁴. Selon une étude de l'Organisation internationale du Travail, la moitié des femmes interrogées qui travaillaient dans des familles comme domestiques ont déclaré avoir été victimes de violences verbales, physiques ou sexuelles⁶⁵. Lorsque les migrants ont des enfants à l'étranger, ils sont parfois victimes de discrimination quand ils transmettent leur nationalité à leurs enfants. S'ils sont sans papiers, ils hésitent parfois à déclarer leurs enfants de crainte d'être expulsés⁶⁶.

Un certain nombre de pays ont adopté des mesures positives pour s'attaquer au problème de la migration et à ses effets sur les femmes et leurs familles. En 2003, le Gouvernement jordanien a adopté un contrat de travail spécial en faveur des employés de maison non jordaniens. Les Philippines et Sri Lanka demandent aux travailleurs qui quittent le pays de s'inscrire auprès du gouvernement. La loi italienne sur l'immigration offre un certain nombre de mesures de protection aux migrants et à leurs familles⁶⁷. Toutefois, si le problème de la migration occupe une place prioritaire dans le débat sur le développement, ses conséquences considérables pour les enfants ne sont que rarement évoquées et étudiées.

Combattre les attitudes négatives à l'égard des femmes au travail

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes garantit aux femmes l'égalité devant la loi et préconise des mesures spécifiques visant à éradiquer la discrimination à l'égard des femmes dans tous les aspects de leur vie, et notamment ceux qui ont trait à l'éducation, la santé, l'emploi, le mariage et la famille⁶⁸. Bien que tous les pays ou presque aient adopté cette Convention – parfois, il est vrai, avec des réserves – il reste encore beaucoup à faire pour s'assurer que la discrimination n'empêche pas les femmes de travailler de manière productive.

Le monde du travail doit être transformé de façon à tenir compte du rôle que les deux parents jouent dans l'éducation des enfants, comme le stipule l'article 18 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Il convient de promouvoir des politiques et programmes sociaux permettant aux femmes et aux hommes de concilier vie professionnelle et responsabilités familiales, et d'encourager les hommes à assumer une part égale des tâches ménagères et de l'éducation des enfants⁶⁹. Il importe aussi de mettre en œuvre des politiques visant à éliminer les comportements sexistes auxquels sont confrontées les femmes qui travaillent en les combattant à la racine, notamment la ségrégation sectorielle et professionnelle, ainsi que le manque d'instruction et de formation⁷⁰. Le chapitre 5 évoque les actions et initiatives concrètes nécessaires pour éliminer la discrimination sexiste dans le secteur de l'emploi. Un court résumé de ces mesures figure ci-dessous.

Le rôle essentiel de l'éducation : l'une des stratégies les plus importantes pour s'assurer que garçons et filles arriveront sur le marché du travail, à l'âge adulte, sur un pied d'égalité, consiste à leur

assurer le même accès à l'éducation. Plusieurs stratégies se sont avérées efficaces pour améliorer la scolarisation des filles au niveau du primaire et du secondaire, notamment l'élimination des frais de scolarité. Cependant, cette dernière mesure ne garantira pas à elle seule la parité dans le secteur de l'éducation. Les gouvernements, les parents et les donateurs internationaux doivent travailler main dans la main pour s'assurer que les écoles ouvrent largement leurs portes aux filles en adoptant une série de mesures :

- Encourager les autorités scolaires et les enseignants à adopter des horaires souples.
- Permettre aux adolescents mariés et aux parents non mariés de suivre les cours.
- Faire en sorte que les établissements scolaires ne tolèrent pas la violence sexiste.
- S'assurer que les écoles sont équipées de latrines séparées pour les filles.

Le travail des enfants : filles et garçons sont-ils affectés de manière différente ?

Le sexe d'un enfant détermine dans une très large mesure s'il travaillera ou non pendant son enfance. Bien que le travail des enfants constitue une violation des droits de tous les enfants – les garçons comme les filles – le fait est que les filles commencent souvent à travailler à un plus jeune âge que les garçons, en particulier dans les zones rurales, où l'on rencontre la majorité des enfants qui travaillent. Les filles assument aussi souvent une plus grande partie des tâches ménagères que les garçons. En raison de la répartition traditionnelle des rôles, de nombreuses filles sont privées de leur droit à l'éducation quand elles ne doivent pas s'échiner à travailler à la maison, à l'école et à l'extérieur, qu'il s'agisse d'un travail rémunéré ou non.

En République dominicaine, par exemple, les parents comptent sur les filles pour s'occuper de leurs frères et sœurs et du ménage. De ce fait, les filles sont pratiquement deux fois plus nombreuses que les garçons à se charger des tâches domestiques. En Égypte, les filles sont censées assumer la majeure partie des tâches domestiques. Les parents hésitent souvent à envoyer leurs filles à l'école, car l'éducation n'est pas considérée comme un investissement judicieux puisqu'elles vont se marier jeunes et quitter le foyer familial.

L'entretien rémunéré du ménage est souvent considéré comme une forme d'emploi qui convient bien aux filles. Selon les statistiques, les travaux

domestiques sont la principale activité économique des filles de moins de 16 ans partout dans le monde, et les filles employées dans ce secteur sont plus nombreuses que dans toute autre forme de travail. La majorité des enfants qui travaillent comme employés de maison – soit plus de 90 pour cent selon des études réalisées dans les années 1990 – sont des filles. Ces chiffres se vérifient en particulier en Amérique latine. Au Guatemala, par exemple, où les garçons qui travaillaient à l'extérieur sont deux fois plus nombreux que les filles, plus de 90 pour cent des enfants qui travaillent comme employés de maison sont des filles. Dans certains pays, la situation est inversée; au Népal, par exemple, la majorité des enfants qui travaillent comme domestiques sont des garçons.

Dans de nombreux pays d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud-Est, les parents envoient leurs filles travailler comme domestiques parce qu'ils estiment que c'est une bonne préparation au mariage. En Inde, les filles accompagnent souvent leurs mères qui travaillent comme domestiques, et à l'âge de 8 ou 9 ans, elles sont elles-mêmes engagées comme bonnes. Au Ghana, où les filles sont traditionnellement censées s'occuper de la maison, de nombreuses mères encouragent leurs filles à travailler comme domestiques.

Les travaux domestiques sont parmi les moins réglementés. Les enfants et les adultes qui travaillent dans l'intimité des foyers, échappent au regard

du monde extérieur et sont donc particulièrement exposés à la violence, à l'exploitation et aux mauvais traitements. Les travaux domestiques deviennent encore plus dangereux quand les enfants sont emmenés dans d'autres villes ou d'autres pays dont ils ne parlent pas toujours la langue. Il existe une corrélation étroite entre le sexe de l'enfant et cette traite des enfants : les filles font surtout l'objet d'un commerce d'employées de maison et d'exploitation sexuelle à des fins commerciales.

L'expérience différente des filles et des garçons est une bonne raison d'intégrer des considérations liées aux différences entre sexes dans les études, les activités de sensibilisation, les programmes et les politiques relatifs au travail des enfants. Les études qui reflètent les disparités entre les sexes fourniront une base d'action plus solide en faveur de la réduction du travail des enfants. Les programmes et les politiques qui tiennent compte des disparités entre les garçons et les filles afin de combattre et prévenir le travail des enfants sont essentiels pour garantir le respect des droits des garçons et des filles, notamment le droit à une éducation, le droit à une enfance en bonne santé, le droit à une protection contre la violence, les mauvais traitements et l'exploitation, et le droit de se reposer et de jouer.

Voir Références, page 88.

- Construire les écoles à proximité du lieu d'habitation des filles.
- Encourager les parents et les notables de la communauté à participer activement à la gestion de l'école⁷¹.
- Éliminer les écarts de salaires déterminés uniquement par le sexe.
- Offrir des garderies ou crèches qui soient d'un prix abordable et de qualité⁷³.

Il convient en outre de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les programmes scolaires aident les élèves à comprendre l'importance de l'égalité des sexes.

Élimination des disparités sexistes dans la législation : les mesures les plus essentielles visant à éliminer la discrimination sexuelle dans les textes de loi relatifs à la propriété en général et à la propriété foncière en particulier doivent comprendre entre autres les actions suivantes :

- Harmoniser la législation nationale avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme.
- Réformer le droit à la propriété et le droit foncier afin d'éliminer la discrimination à l'encontre des femmes.
- Faire participer les organismes internationaux et les organisations non gouvernementales aux initiatives visant à repérer et exposer les violations du droit des femmes à la propriété, ainsi qu'à surveiller le respect, par le gouvernement, des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme⁷².

Le rôle du gouvernement concernant le soutien aux familles qui travaillent : les gouvernements doivent adopter des mesures législatives, administratives et financières afin de créer un environnement vigoureux et favorable à l'esprit d'entreprise des femmes et à leur participation à la vie active, notamment :

- Créer de meilleures conditions d'emploi.
- Mettre en place des plans d'organisation des carrières.

Le respect des droits des femmes, une plus grande transparence des pouvoirs publics et l'efficacité économique dépendent également de l'adoption de budgets favorables à l'égalité des sexes (*voir Chapitre 5, page 74*). Ce mécanisme analyse l'impact des dépenses et des recettes du gouvernement sur les femmes et les jeunes filles, comparé aux hommes et aux garçons. Le but n'est pas d'adopter des budgets séparés pour les femmes ou d'accroître uniquement les dépenses des programmes destinés aux femmes. Ce mécanisme aide au contraire les gouvernements à comprendre comment les politiques doivent être ajustées et vers quels secteurs les ressources doivent être réaffectées pour lutter contre la pauvreté et les inégalités liées au sexe.

Les initiatives budgétaires visant à éliminer les disparités liées au sexe portent sur les processus nationaux, provinciaux et municipaux et peuvent concerner l'ensemble du budget ou uniquement certains de ses volets. Elles peuvent être menées à bien au sein du gouvernement par le ministère des finances en coopération avec le ministère des affaires de la femme ou d'autres branches du gouvernement responsables du bien-être social, ou par des organisations non gouvernementales et des chercheurs indépendants⁷⁴.

La nécessité d'améliorer les données et les analyses : bien que les statistiques disponibles suffisent à démontrer que les femmes travaillent généralement plus que les hommes et gagnent moins bien leur vie, l'absence de données ventilées par sexe empêche une analyse plus détaillée des disparités. La collecte de données plus précises et ventilées par sexe sur l'emploi et le revenu pourrait améliorer considérablement l'analyse qui sous-tend les politiques et les programmes – ce dont bénéficieraient les femmes, les enfants, les familles et même les économies tout entières.